Benoît GRIMONPREZ
Professeur à l'Université de Bourgogne, section 01
UFR Droit de Dijon
40 ans

FORMATION UNIVERSITAIRE

- Professeur à l'Université de Bourgogne (sept. 2016)
- Attributaire de la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) (2015)
- Habilitation à diriger des recherches (thème : « droit des biens, droit rural, droit de l'environnement ») (2013)
- Maître de conférences à l'Université de Poitiers (2013-2016)
- Maître de conférences à l'Université de Franche-Comté (2006-2013)
- Doctorat en droit, thèse « L'exigibilité en droit des contrats », mention très honorable et les félicitations du jury (2005).
- ATER à l'Université de Poitiers (2003-2006)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE

- **Enseignements**

Licence : Droit des contrats spéciaux ; procédure civile ; droit des biens ; droit des sociétés ; droit des obligations
Master : droit rural ; droit de l'environnement ; droit de l'eau ; droit des contrats ; droit bancaire
Université numérique juridique francophone (UNJF) : cours de droit rural
Université Ain Shams du Caire (Egypte) : droit des affaires (depuis 2010)
Diplôme supérieur du notariat : droit rural et droit de l'environnement
Centre de formation professionnelle notariale : droit rural

- **Fonctions administratives**

- Directeur de l'Institut de droit rural de la faculté de droit de Poitiers (2013-2016)
- Co-directeur du master 2 « Droit de l'activité agricole et de l'espace rural » (2013-2016)
- Co-directeur du master 2 « Juriste d'entreprise » de l'Université de Franche-Comté (2009-2013)
- Responsable de la licence droit à l'UFR STGI (Belfort) (2007-2010)
- Membre élu à la Commission Recherche (Université de Poitiers) (2016)
- Membre élu à la Commission d'expertise scientifique de la faculté de droit de Poitiers (2013-2016)
- Membre de comités de sélection

- **Autres responsabilités**

- Directeur scientifique du JurisClasseur Baux ruraux
- Expert en droit rural auprès du CRIDON de Lyon (depuis 2011)
- Président de l'Association française de droit rural Centre ouest
- Responsable de chroniques au Dictionnaire Permanent Entreprise Agricole.

- Membre du jury de spécialisation de la profession d'avocat : spécialité « droit rural »

- **Encadrement de thèses**

- Rosa Kupper-Salomé, « La créance environnementale dans les procédures collectives », soutenue le 5 décembre 2017 à Besançon.
- Elisabeth Brioude, « Maîtrise foncière et d'usage de l'espace rural ».
- Sonia Audrey Bandé, « L'assurance climatique indicielle en matière agricole ».

PRODUCTION SCIENTIFIQUE

- **Ouvrages et parties d'ouvrages**

- *Guide de l'agriculture et de la forêt* (dir.), 800 pages, LexisNexis, à paraître en mai 2018.
- *Dictionnaire des biens communs*, sous dir. de F. Orsi, M. Cornu et J. Rochfeld, PUF, 2017 : rubriques « Sol », « Semences », « Infrastructures agro-écologiques », « Troubles de voisinage », « Voisins ».
- *Le droit de préemption de la SAFER*, LexisNexis, déc. 2016.
- (Dir.) *Agriculture et ville : vers de nouvelles relations juridiques*, LGDJ, janvier 2016.
- *Droit rural : Entreprise agricole, Espace rural, Marché agricole*, LexisNexis, 2013, avec H. Bosse-Platière, F. Collard, T. Tauran et B. Travely : rédaction de la 3ème partie « Marché agricole ».
- *Code rural et de la pêche maritime*, LexisNexis, éditions 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 : commentaire intégral des livres V et VI.
- *De l'exigibilité en droit des contrats*, Thèse, LGDJ, Collection de la Faculté de droit de Poitiers, 2006.

- **Etudes publiées**

- « La concentration des terres agricoles dans le collimateur de l'Union européenne », Dict. perm. Entr. agr., Bull. févr. 2018, p. 6.
- « Réparer le vivant : éthique de la compensation », Revue juridique de l'environnement vol. 42/4, 2017, p. 681.
- « Le bail rural étreint par le contrôle administratif des structures », Solutions notaires hebdo, n° 2, 21 sept. 2017.
- « La transmission de l'entreprise agricole en société », Droit et Patrimoine n° 272, sept. 2017.
- « Semences agricoles : la tragédie d'un bien commun », RD rur. 2017, Etude 31.
- « La valorisation de l'exploitation agricole : totem et tabou », in Mélanges F. Collart-Dutilleul, Dalloz, 2017, p. 340.
- « Nouvelle utopie foncière : pour une autre régulation de la maîtrise du foncier », RD rur. 2017, Etude 11.
- « La transmission de l'exploitation agricole à l'épreuve des obligations environnementales », JCP éd. N 2017, 1141.
- « SAFER et sociétés : trois mariages et un enterrement », Dict. perm. Entr. agr. 2017, Bull. n° 506, avril 2017 p. 1.
- « L'incidence du droit commun sur le droit spécial des baux ruraux », RD rur., janv. 2017, Dossier 4.
- « Etude d'impact sur l'agriculture de la loi « biodiversité », RD rur., janv. 2017, Etude 1.
- « La compensation écologique d'après la loi biodiversité », Droit et Patrimoine, nov. 2016, p. 22.
- « La cession du bail rural transfigurée par la réforme du droit des contrats », avec H. Bosse-Platière, JCP éd. N 2016, 1295.
- « L'obligation réelle environnementale : chronique d'une naissance annoncée », avec N. Reboul-Maupin, D. 2016, p. 2074.
- « Vers un concept juridique d'agriculture de proximité », in *Agriculture et ville : vers de nouvelles relations juridiques*, LGDJ, Collection de la faculté de droit de Poitiers, 2016, p. 185.
- « L'ère nouvelle des autorisations de plantation », avec S. De Los Angeles, Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. janv. 2016, p. 1.
- « Les prises de participation sociétaire dans la lumière du contrôle des structures », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. déc. 2015, p. 1.
- « Contrôle des structures des exploitations agricoles : l'avenir conté par le menu », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. septembre 2015, p. 1.
- « L'enseignement du droit rural au XXIème siècle », in *Mélanges F. Hervouët*, LGDJ, 2015, p. 585.

- « Petite théorie des copreneurs à bail rural », Rép. Defrénois nov. 2015, p. 1113, Colloque Rennes, 5 avr. 2015.
- « La fonction environnementale de la propriété », RTD civ. 2015/3, p. 539.
- « La transition agro-écologique », RD rur. nov. 2015, Dossier n° 25, Rapport de synthèse du colloque de l'Institut international des vins de Champagne, 4 déc. 2014.
- « L'avenir des structures d'exploitation. A propos de la loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014 », Revue Droit et ville janv. 2015, n° 78, Colloque Toulouse, 27 juin 2014.
- « Le notaire et le contrôle des structures : l'appel du devoir », Rép. Defrénois 30 août 2014, n° 15-16, p. 811, Colloque Rennes, 4 avr. 2014.
- « La coexploitation agricole », in Mélanges R. Le Guidec, LexisNexis, 2014, p. 673.
- « L'indivisibilité du bail rural », *RD* rur. 2013, Etude 15.
- « L'accès au juge des associations de protection de la nature », in *L'accès au juge*, Bruylant, 2013, p. 292.
- « Préservation des milieux naturels », in *Sécuriser des engagements environnementaux*, Ministère de l'écologie, Commissariat général au développement durable, Etudes et documents, n° 82, avr. 2013, p. 7.
- « Le voisinage à l'aune de l'environnement », in *Variations sur le thème du voisinage*, PUAM, 2012, p. 141.
- « Contrats et servitudes : instruments de protection des espaces naturels et agricoles », Droit et Patrimoine juillet-août 2012, p. 56, Colloque du Conseil supérieur du Notariat, Paris, 30 janv. 2012.
- « Semences de ferme : l'agriculteur face aux droits de propriété intellectuelle », in *La protection juridique du végétal et ses enjeux économiques*, Economica, 2012, p. 227, Colloque Angers, 17 nov. 2011.
- « La résiliation judiciaire des baux ruraux », Droit et Procédures, déc. 2012, p. 62, Colloque Poitiers, 8 juin 2012.
- « Les fermes solaires ou éoliennes en milieu rural », Env. et dév. durable 2011, Dossier, n° 4, Colloque Corte, 28 mai 2010.
- « Relations commerciales agricoles : l'aube de la contractualisation », *JCP éd. E*, 2010, 1771.
- « La vulnérabilité des distributeurs intégrés », in *Le droit à l'épreuve de la vulnérabilité*, Bruylant, 2010, p. 217.
- « La cession de l'énergie photovoltaïque », in *Agriculture et photovoltaïque : un droit entre ombre et lumière*, Coll. de la faculté de droit de Poitiers, 2010, p. 215, Colloque Poitiers, 4 et 5 févr. 2010.
- « Pour une responsabilité des sociétés mères du fait de leurs filiales », Revue des sociétés 2009, p. 715.
- « Le nouveau visage de la prescription en droit des affaires », Lamy Droit des affaires nov. 2009, p. 51.
- « La mort subite du contrat de coopération commerciale », Revue CCC 2009, Etude 1.
- « La part personnelle des servitudes réelles », LPA, 5 mars 2008, p. 6.

- **Rubriques d'encyclopédies**

Refontes
- Rép. civ. Dalloz, V° *Demeure*, 2017
- Rép. civ. Dalloz, V° *Bornage,* 2015.
- Rép. civ. Dalloz, V° *Superficie,* 2013.
- Rép. civ. Dalloz, V° *Clôture*, 2013.
- Rép. civ. Dalloz, V° *Prescription acquisitive*, 2010.

Actualisations
- JurisClasseur Rural, V° *Bail à domaine congéable, bail à complant,* févr. 2017.
- JurisClasseur Rural, V° *Baux ruraux, champ d'application du statut du fermage*, févr. 2017.
- JurisClasseur Rural, V° *SAFER, Droit de préemption : objectifs, champ d'application*, janvier 2016.
- JurisClasseur Rural, V° *L'exploitation agricole dans le statut du fermage*, déc. 2015.
- JurisClasseur Rural, V° *L'exploitation agricole dans le droit rural*, déc. 2015.
- JurisClasseur Rural, V° *Production et marchés, Contrats de vente de produits agricoles*, 2015.
- JurisClasseur Rural, V° *SAFER, Préemption : conditions d'exercice ; contentieux*, 2014.
- Dictionnaire permanent Entreprise agricole, V° *Contrôle des structures*, 2017.
- Dictionnaire permanent Entreprise agricole, V° *Energies renouvelables en agriculture*, 2017.
- Dictionnaire permanent Entreprise agricole, V° *Activités agricoles*, 2016.

- **Commentaires et notes de jurisprudence**

Droit rural

- « Plantations installées par le preneur à bail : l'accession du bailleur en différé », JCP éd. N 2017, 1341.
- « Une SICA peut avoir le statut (fiscal) d'exploitant agricole », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. oct. 2017, p. 1.
- « Le registre des actifs agricoles : une pierre à l'édifice du statut d'agriculteur ? », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. mai 2017, p. 1.
- « La propriété remembrée sous l'égide de la SAFER », JCP éd. N 2017, 1117.
- « SAFER et sociétés : trois mariages et un enterrement », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avr. 2017, p. 1.
- « Le contrôle des structures passe l'examen du contrôle de légalité », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avr. 2017, p. 6.
- « Le droit au renouvellement du copreneur rural n'est pas négociable », JCP éd. N 2016, 1243.
- « Le couperet de l'âge du preneur dans le bail à long terme », JCP éd. N 2016, 1281.
- « Quand le droit de préemption de la SAFER se brise sur l'économie du contrat », JCP éd. N 2016, 1312.
- « Quand l'indivisibilité chassait la préemption », RD rur. 2016, comm. 44.
- « Que le quota betteravier est attaché au fonds rural », RD rur. 2016, comm. 40.
- « SAFER : mal déclarer n'est pas vendre », JCP N 2015, 1223.
- « SAFER : la vente meurt, la préemption demeure », RD rur. 2015, comm. 182.
- « Fromage fermier : affinage exclusivement à la ferme », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. juin 2015, p. 1.
- « Agro-écologie : acte I, scène I », RD rur. 2015, alertes, 73.
- « Transmission du bail rural : le régime de la déclaration préalable hors-jeu », JCP N 2015, 1153.
- « Coups d'épées dans l'eau », RD rur. 2013, alertes 113.
- « La méthanisation agricole dans les plans du gouvernement », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. avril 2013, p. 1.
- « La rémunération des quotas laitiers est un pas-de-porte illicite », RTDI 2013/1, p. 67.
- « Contractualisation : deux ans plus tard », RD rur. 2012, alertes, 140.
- « Statut du fermage : contre qui agir en répétition du « pas-de-porte » illicite ? », RTDI 2012/4, p. 65.
- « L'hébergement par une société civile agricole d'une activité commerciale », JCP N 2010, 1343.
- « Marques viticoles : on ne badine pas avec le terroir », Rec. Dalloz 2010, p. 299.
- « Bail viticole : le fermage doit être administrativement correct », Rép. Defrénois 2009, n° 39039.
- « Salons de vins : on n'évince pas brutalement les vieux participants ! », Les Petites Affiches, 9 nov. 2009, p. 7.
- « A propos de la substitution de plusieurs attributaires dans le bénéfice d'une promesse de vente », Rép. Defrénois, févr. 2006, art. 38334.
- « Bail rural : agissements du preneur de nature à compromettre l'exploitation du fond », Revue Droit et procédures 2001, p. 26.
- « Echanges de cultures : défaut d'information du bailleur », Revue Droit et procédures, janv. 2002, p. 22.
- « Congé à fin de reprise : appréciation des conditions de validité de l'opération », Revue Droit et Procédures 2002, p. 151.

Droit de l'environnement

- « Développement agricole : négocier le virage agro-écologique », RD rur. 2014, alertes, 125.
- « L'arbre ne fait pas partie de l'environnement », RD rur. 2014, comm. 224.
- « Le principe de précaution vole au secours des abeilles », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. sept. 2014, p. 23.
- « Tarifs d'achat de l'éolien : un air de déjà vu », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. sept. 2004, p. 19.
- « Installations énergétiques classées : des procédures plus simples et plus souples », Dictionnaire permanent Entreprise agricole, Bull. mai 2014, p. 1.
- « Infraction environnementale et préjudice moral des associations », Environnement et développement durable août-septembre 2011, comm. 96.

Droit économique

- « La marque n'est pas l'étiquetage », Bull. Dictionnaire permanent E*ntreprise agricole*, mars 2014.
- « A vos marques, prêts, pariez », Cah. dr. sport 2010, n° 20, p. 165.
- « Paris sportifs en ligne : sans contrefaçon ! », Cah. dr. sport 2010, n° 19, p. 106.
- « Nullité du TEG : la prescription diffère pour les crédits aux particuliers », Rec. Dalloz 2009, p. 2728.
- « Le gardien d'un refuge de montagne n'exploite pas de fonds de commerce de restauration », Cah. Dr. sport 2009 n° 16, p. 70.
- « L'arbre qui cache la forêt ou la sécurité aléatoire des activités sportives et de loisirs », Cah. dr. sport 2009 n° 15, p. 114.
- « Les notaires ne peuvent pas se prévaloir de la rupture de relations commerciales », Rép. Defrénois 2009, n° 38954.
- « De la concurrence entre associations sportives », Cah. dr. Sport 2008, n° 13, p. 122.
- « Qui notifie est moins bien garanti ! », Revue Lamy Droit des affaires, janv. 2008, p. 31.
- « La disponibilité de la provision d'un chèque peut sauver son bénéficiaire de la cessation des paiements », JCP éd. E 2008, 1538.
- « La cessation des paiements caractéristique du passif exigible », Les Petites Affiches, 1er nov. 2007, p. 19.
- « L'expertise immobilière à l'heure du droit commercial », JCP éd. E 2008, 1011.

- **Chroniques**

- Responsable de la chronique « Droit rural immobilier », Revue Trimestrielle de Droit Immobilier (2012-2016).
- Responsable de la rubrique « Présentation et qualité des produits », « Activités agricoles », « Energies renouvelables », « Contrôle des structures », au Dictionnaire permanent Entreprise agricole (depuis mars 2010).
- Chronique de droit rural à la Semaine juridique édition Notariale (2017).